PROCES VERBAL DE LA REUNION DU
CONSEIL MUNICIPAL DE BEAUREVOIR

Séance du mercredi 16 avril 2025

*L'an deux mille vingt-cinq, le seize avril deux mille vingt-cinq à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de BEAUREVOIR, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie de BEAUREVOIR, sous la présidence de M. **Christian WABONT, Maire.***

Présents : M. Christian WABONT, M. Jean-Marie LELONG, Mme Séverine CZARNY, M. Guillaume WABONT, Mme Adeline KUHN, M. Frédéric LEROY, Mme Maryvonne COUILLART, M. Olivier VAN HYFTE et M. Raymond COMPAGNON.

Absents ayant donné pouvoir : Mme Sabine DE WILDE a donné pouvoir à M. Guillaume WABONT.

Absents excusés: Mme Angélique INACIO et M. Vincent LIBBRECHT

Secrétaire de séance : M. Guillaume WABONT

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.

Election du secrétaire de séance à l'unanimité : M. Guillaume WABONT.

Monsieur le Maire prend la parole et informe l'assemblée qu'il a reçu en début de semaine un avis d'audience à victime du tribunal judiciaire de Bonneville (Haute-Savoie), où le juge l'invite à se présenter le jeudi 24 avril 2025 à 14h pour être entendu en qualité de victime dans une procédure pour laquelle monsieur le Maire a porté plainte. Les chefs d'accusations retenus sont "menace de mort à l'encontre d'un dépositaire de l'autorité publique" et "menace d'atteinte aux biens dangereuse pour les personnes". Le délai est extrêmement court, et justifie que le conseil municipal se prononce au plus vite. Monsieur le Maire demande donc au conseil de se prononcer sur l'urgence et d'accepter de débattre de ce point malgré le fait qu'il n'ait pas été notifié cinq jours francs au moins avant la présente-séance. A l'unanimité, le conseil municipal accepte le caractère urgent de cette demande et de débattre puis délibérer sur ce point.

ORDRE DU JOUR

1 - Approbation des procès-verbaux des deux précédents conseils municipaux

Les procès-verbaux de conseil municipal du 26 février 2025 et du 5 mars 2025 sont approuvés à l'unanimité, sans remarques ou modifications.

2 - Audience au tribunal judiciaire de Bonneville le 24 avril 2025 à 14h00

Monsieur le Maire relate les faits : en décembre 2023, un individu de sexe masculin et natif d'un pays extra-européen était venu vivre quelques jours à Beaufort, du fait d'une relation avec une bellovisienne. Suite à un différend, pour lequel monsieur le Maire avait été sollicité par la bellovisienne en question, cet individu avait quitté notre commune. Il était revenu à Beaufort le lundi 16 janvier 2023 matin, il souhaitait pénétrer dans l'habitation de la bellovisienne en son absence : monsieur le Maire lui avait rappelé qu'il n'avait ni droit ni titre et que, en conséquence, il ne devait pas y pénétrer.

Le lundi 16 janvier 2023 après-midi, monsieur le Maire est repassé devant le logement et a constaté que les lumières étaient allumées : monsieur le Maire lui a conseillé de quitter immédiatement les lieux, faute de quoi il ferait intervenir les gendarmes. Il a quitté les lieux et ne s'est plus présenté dans notre commune depuis.

Le lundi 23 janvier 2023, depuis un hôtel à Sallanches (Haute-Savoie) il a appelé le secrétariat de la mairie de Beaufort, Ludivine a mis le haut-parleur, et a donc entendu toute la conversation. Il a indiqué qu'il voulait revenir vivre à Beaufort, qu'il souhaitait vivre chez la bellovisienne qui en a pourtant exprimé son refus, monsieur le Maire lui a indiqué que ce n'était pas possible, et il a commencé à s'énerver. Il a ensuite exigé que monsieur le Maire lui trouve un logement, monsieur le Maire lui a répondu qu'il n'en avait pas la compétence. C'est alors qu'il a commencé à se montrer menaçant : il a indiqué à monsieur le Maire qu'il allait revenir à Beaufort, qu'il savait où se situait sa résidence personnelle, qu'il allait lui trancher la gorge avec une machette, puis qu'il s'en prendrait à sa famille en brûlant la maison familiale, qu'il brûlerait ensuite la mairie et d'autres immeubles du village.

Monsieur le Maire a ensuite appelé l'hôtel où il se situait, et a échangé avec la co-gérante des lieux, qui a également entendu toutes ses menaces. Monsieur le Maire a alors entendu l'individu en question menacer la co-gérante de l'hôtel.

L'après-midi même, monsieur le Maire est allé porter plainte pour ces faits. Il n'a plus jamais entendu parlé de cet individu ni de cette affaire, jusqu'à réception de l'avis du tribunal.

Le conseil municipal apporte son soutien à monsieur le Maire, rappelle que la violence à l'égard des élus de la République est inacceptable, et salue la décision du Parquet de Bonneville de poursuivre le mis en cause dans cette affaire.

Monsieur le Maire et monsieur Guillaume Wabont quittent la séance, monsieur Jean-Marie Lelong, premier-adjoint, préside temporairement la séance. Il propose que la commune se constitue partie-civile dans cette affaire d'une part, que la

commune assure la protection fonctionnelle à monsieur le Maire d'autre part, et qu'enfin la commune paie les frais d'avocat de monsieur le Maire dans cette affaire. **A l'unanimité, le conseil municipal accepte que la commune se constitue partie civile dans cette affaire, qu'elle accorde la protection fonctionnelle à monsieur le Maire, et qu'elle paie les frais d'avocat de monsieur le Maire. Elle autorise monsieur le premier-adjoint à signer tout acte relatif à la protection fonctionnelle et au paiement des frais d'avocat de monsieur le Maire.**
Une délibération est prise en ce sens.

Monsieur le Maire et monsieur Guillaume WABONT regagnent la séance.

3 - Budget primitif 2025

Monsieur le Maire présente le budget primitif 2025 pour la commune (budget principal), pour le service des eaux et pour le service de l'assainissement.

BUDGET PRINCIPAL

Section de Fonctionnement

Dépenses		2 140 609,85
011	Charges à caractère général	527 409.24
012	Charges de personnel	408 000.00
014	Atténuation de produits	4 000.00
023	Virement section d'Investissement	861 916.72
65	Autres charges de gestion courante	178 376.13
66	Charges financières	5 500.00
67	Charges spécifiques	61 722.53
68	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 500.00
042	Amortissements	92 185.23
Recettes		2 140 609,85
002	Excédents antérieurs reportés	976 668.33
013	Atténuation de charges	22 000.00
70	Produits services des domaines et ventes diverses	40 500.00
73	Impôts et Taxes	195 541.50
731	Fiscalité locale	443 222.00
74	Dotations, subventions	397 527.06
75	Autres produits de gestion courante	45 000.00
76	Produits financiers	10.00
77	Produits spécifiques	20 140.96

Section d'Investissement**Dépenses** **3 705 502.27**

16	Emprunts et dettes assimilées	24 112.90
20	Immobilisations incorporelles	243 000.00
21	Immobilisations corporelles	3 279 503.66
001	Déficit d'Investissement reporté	158 885.71

Recettes **3 705 502.27**

021	Virement de la section fonctionnement (besoin de financement)	861 916.72
040	Opérations d'ordre	92 185.23
10	Dotations	50 000.00
13	Subventions	1 886 151.61
16	Cautions	1 000.00
041	Opérations patrimoniales	655 363.00
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	158 885.71

Programmes d'investissement retenus :

MSP rue de la Tour (cabinets médicaux)

MSP rue de la poste (cabinets dentaires)

Tour Jeanne d'Arc

Stade de football

Travaux au cimetière

Travaux à l'école primaire

Panneaux photovoltaïques

Réfection des toitures

VC 32 et VC 38

Chemins ruraux

Outillage matériel

Après avoir écouté la lecture du budget principal, des explications ont été apportées sur les programmes d'investissements et les montants inscrits par monsieur le Maire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, adopte les propositions relatives au Budget Primitif 2025 pour le Budget Principal.

Une délibération est prise en ce sens.

SERVICE DES EAUX

Section de Fonctionnement

Dépenses		324 726.62
011	Charges à caractère général	100 549.56
012	Charges de personnel	18 000.00
023	Virement à la section d'Invest.	147 907.06
65	Autres charges gestion courante	2 100.00
66	Charges financières	9 000.00
67	Charges exceptionnelles	10 000.00
68	Dotations aux provisions	1 500.00
042	Dotations aux amortissements	35 670.00

Recettes		324 726.62
-----------------	--	-------------------

002	Excédent antérieur reporté	190 808.18
70	Vente d'eau	103 000.00
75	Autres produits gestion courante	500.00
77	Produits exceptionnels	30 418.44

Section d'Investissement

Dépenses		705 404.00
16	Emprunts	50 000.00
20	Immobilisations incorporelles	65 404.00
21	Immobilisations corporelles	490 000.00
23	Immobilisations en cours	100 000.00

Recettes		705 404.00
13	Subvention d'investissement	464 731.00
040	Amortissements	35 670.00
021	Virement de la section de fonctionnement	147 907.06
001	Excédent antérieur reporté	57 092.94

Les propositions émises pour établir le budget 2025 du Service des Eaux ont été élaborées sans augmentation du prix de l'eau, maintenu à 1,40 €/m³.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, adopte les propositions relatives au Budget Primitif 2025 pour le Budget du service des Eaux.

Une délibération est prise en ce sens.

ASSAINISSEMENT

Section de Fonctionnement

Dépenses		136 949.61
001	Déficit d'exploitation reporté	29 631.61
011	Charges à caractère général	29 500.00
66	Charges financières	7 600,00
67	Charges exceptionnelles	.8 500,00
68	Dotations aux provisions	1 000.00
042	Dotations aux amortissements	60 718,00

Recettes		136 949.61
70	Produits des services et ventes diverses	119 949.61
74	Dotations et participations	6 000.00
75	Autres produits de gestion courante	1 000.00
77	Produits exceptionnels (mandats annulés)	10 000.00

Section d'Investissement

Dépenses		172 833.30
20	Immobilisations incorporelles	44 619.11
21	Immobilisations corporelles	45 595.08
23	Immobilisations en cours	40 000.00
13	Subventions d'investissement	4 619.11
16	Emprunts	38 000.00
Recettes		172 833.30
002	Excédent antérieur reporté	82 115.30
13	Subvention d'investissement	30 000.00
040	Amortissements	60 718,00

Il est précisé que les propositions émises pour établir le budget 2025 du Service Assainissement ont été élaborées sans augmentation de la redevance d'assainissement, soit 1,40 €/m³.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, adopte les propositions relatives au Budget Primitif 2025 pour le Budget du service d'Assainissement.

Une délibération est prise en ce sens.

4 - Vote des taux de la fiscalité directe locale 2025

Abréviations utilisées :

- TFPB : taxe foncière sur les propriétés bâties
- TFPNB : taxe foncière sur les propriétés non bâties
- TH : taxe d'habitation
- CCPV : communauté de communes du pays du Vermandois

Monsieur le Maire rappelle succinctement l'historique de la fiscalité locale à Beaufort. Les taux de TFPNB et de TH n'ont pas évolué ces dernières années.

En 2020, le taux municipal de TFPB était de 17,07% et le taux départemental de TFPB était de 31,72%, soit un taux de TFPB (hors taux de la CCPV) de 48,79%.

En 2021, une réforme de la fiscalité a conduit à la fusion des taux municipal et départemental de la TFPB, avec un mécanisme de sur ou sous-compensation. Ce dernier affecte très négativement la commune de Beaufort, puisque l'état vient prélever une somme considérable (environ 130'000€ en 2021) sur les sommes prélevées au titre de la TFPB à Beaufort, pour les reverser à des collectivités sans lien avec notre commune. En conséquence, la TFPB était de 48,79% en 2021.

En 2023, le conseil municipal a fait un choix historique, celui de baisser la TFPB de trois points, de 48,79% à 45,79%. Cette année-là, le taux national moyen de TFPB était de 35,64%.

Pour 2025, monsieur le Maire informe l'assemblée que le taux national moyen de TFPB est de 35,9%, que par conséquent, le contribuable bellovisien est fortement taxé, alors que le contexte économique est compliqué ; qu'à l'inverse les finances communales sont très saines, et qu'il propose ainsi de réduire de nouveau de trois points la TFPB : de 45,79% à 42,79%, pour réduire la fiscalité des bellovisiens.

Monsieur le Maire rappelle que l'article 1636 B sexies du Code général des impôts énonce un principe général, au I. 1. b, selon lequel : « le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ne peut augmenter plus ou diminuer moins que le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties » ; mais qu'il prévoit une exception à cette règle générale au I. 2., ainsi exprimée : « Toutefois, le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties peut être diminué jusqu'au niveau du taux moyen national de la taxe constaté l'année précédente pour, selon le cas, les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale, ou, s'il est plus élevé, jusqu'au niveau du taux de la cotisation foncière des entreprises de la collectivité ou de l'établissement public de coopération intercommunale concerné sans que ces

diminutions soient prises en compte pour l'application, à la baisse, des dispositions du b du 1. ». Dans cette dernière hypothèse, on parle de « diminution sans lien ».

Monsieur le Maire propose ainsi d'effectuer une « diminution sans lien » du taux de la TFPB, c'est-à-dire de diminuer en 2025 uniquement le taux de la TFPB, et de maintenir en 2025 les taux de la TFPNB et de la TH de 2024.

Cette réduction de 3 points de la TFPB correspond à une diminution de 28'399€ de la fiscalité locale pour les bellovisiens, soit approximativement 50€ par foyer en moyenne.

Taux de référence votés en 2024 :

- TFPB : 45,79%
- TFPNB : 32,70%
- TH : 12,62%

Taux proposés au vote en 2025 :

- TFPB : 42,79%
- TFPNB : 32,70%
- TH : 12,62%

A l'unanimité, le conseil municipal accepte les taux de fiscalité locale pour l'année 2025 proposés par monsieur le Maire, à savoir 42,79% pour la taxe foncière sur les propriétés bâties, 32,70% pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties, et 12,62% pour la taxe d'habitation.

Une délibération est prise en ce sens.

5 - Subvention aux associations

Monsieur le Maire rappelle la mise en place l'an dernier de conventions entre les associations bénéficiaires et subventions municipales et la municipalité. Monsieur le Maire remercie les présidents et membres des bureaux des associations d'avoir respecté les termes des conventions, et propose de maintenir l'obligation de la signature d'une convention, dans des termes inchangés.

Monsieur le Maire propose alors de voter association par association, par ordre décroissant de montant de subvention proposé, et demande à chaque membre actif d'une association de se manifester immédiatement et de quitter temporairement la séance.

5.1. Association sportive bellovisienne (ASB)

Aucun élu ne manifeste être membre de l'association.

Montant 2024 de la subvention : 7500€

Montant 2024 de la subvention exceptionnelle pour les festivités du 14 juillet : 1000€

Montant 2025 proposé : 9500€, dont 2000€ pour le paiement par la municipalité de structures gonflables auprès de Dynamic Land® pour les festivités du 14 juillet. A l'unanimité, le conseil municipal accorde à l'ASB une subvention 2025 d'un montant de 9500€, dont 2000€ pour les structures gonflables, sous réserve de signature de la convention entre l'association et la municipalité.

Une délibération est prise en ce sens.

5.2. Fêtes et traditions bellovisiennes

Madame Séverine Czarny et messieurs Guillaume Wabont et Frédéric Leroy signalent être membres actifs de l'association. Monsieur le Maire quitte la séance avec eux. Monsieur Jean-Marie Lelong, premier-adjoint, préside temporairement la séance, et constate que le quorum n'est plus atteint. Il ne met donc pas à la discussion ou au vote cette subvention.

Les élus concernés regagnent la séance.

5.3. Coopérative scolaire

Aucun élu ne manifeste être membre de l'association.

Montant 2024 de la subvention : 4110€

Montant 2025 proposé : 4150€

A l'unanimité, le conseil municipal accorde à la coopérative scolaire une subvention 2025 d'un montant de 4150€.

Une délibération est prise en ce sens.

5.4. Amicale du personnel

Monsieur le Maire signale être président de l'association et quitte ainsi la séance. Monsieur Jean-Marie Lelong, premier-adjoint, préside temporairement la séance, et rappelle que la municipalité a l'obligation de définir une politique d'action sociale conduite au bénéfice des agents, et qu'en concertation avec le personnel municipal, l'Amicale du personnel avait été créée pour gérer l'achat et la remise de chèques-vacances aux employés municipaux.

Montant 2024 de la subvention : 1980€

Montant 2025 proposé : 2100€

A l'unanimité, le conseil municipal accorde à l'Amicale du personnel une subvention 2025 d'un montant de 2100€.

Une délibération est prise en ce sens.

Monsieur le Maire regagne la séance.

5.5. U.N.C. de Beaurevoir et de ses environs

Monsieur le Maire et messieurs Jean-Marie Lelong et Raymond Compagnon signalent être membres actifs de l'association. Monsieur Guillaume Wabont quitte la séance avec eux. Madame Séverine Czarny, deuxième-adjoint, préside temporairement la séance, et constate que le quorum n'est plus atteint. Elle ne met donc pas à la discussion ou vote cette subvention.

Les élus concernés regagnent la séance.

5.6. Rénov' Déco

Aucun élu ne manifeste être membre de l'association.

Montant 2024 de la subvention : 1000€

Montant 2025 proposé : 1000€

A l'unanimité, le conseil municipal accorde à l'association Rénov' Déco une subvention 2025 d'un montant de 1000€, sous réserve de signature de la convention entre l'association et la municipalité.

Une délibération est prise en ce sens.

5.7. Donneurs de sang de Beaurevoir

Madame Maryvonne Couillart signale être membre active de l'association et quitte ainsi la séance.

Montant 2024 de la subvention : 850€

Montant 2025 proposé : 850€

A l'unanimité, le conseil municipal accorde à l'association des donneurs de sang de Beaurevoir une subvention 2025 d'un montant de 850€, sous réserve de signature de la convention entre l'association et la municipalité.

Une délibération est prise en ce sens.

Madame Couillart regagne la séance.

5.8. Société de chasse de Beaurevoir

Monsieur Frédéric Leroy signale être président de l'association et quitte ainsi la séance.

Montant 2024 de la subvention : 800€

Montant 2025 proposé : 800€

A l'unanimité, le conseil municipal accorde à la société de chasse de Beaurevoir une subvention 2025 d'un montant de 800€, sous réserve de signature de la convention entre l'association et la municipalité.

Une délibération est prise en ce sens.

Monsieur Leroy regagne la séance

5.9. Travaux manuels

Aucun élu ne manifeste être membre de l'association.

Montant 2024 de la subvention (non versée) : 400€

Montant 2025 proposé : 800€, comprenant la subvention de 2024 non versée.

A l'unanimité, le conseil municipal accorde à l'association des travaux manuels une subvention 2025 d'un montant de 800€, sous réserve de signature de la convention entre l'association et la municipalité.

Une délibération est prise en ce sens.

5.10. DDEN

Aucun élu ne manifeste être membre de l'association.

Montant 2024 de la subvention : 200€

Montant 2025 proposé : 200€

A l'unanimité, le conseil municipal accorde au DDEN une subvention 2025 d'un montant de 200€.

Une délibération est prise en ce sens.

L'ordre du jour étant épuisé, et les élus n'ayant pas de questions diverses, la séance est levée, à 21h15.

Le Maire
Christian Wabont

Le secrétaire de séance
Guillaume Wabont